



**PRÉFET  
DE L'YONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de l'Animation des Politiques Publiques  
Interministérielles et de l'Environnement  
Bureau de l'Environnement**

**Arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2023-318**

**du 12 JUL. 2023**

**portant prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des prélèvements d'eau  
des installations exploitées par la société TRADIVAL  
sur le territoire de la commune de MIGENNES**

Le Préfet de l'Yonne,

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.511-1, R.181-45, L.211-3, L. 214-8 et R.211-66 à R.211-70 ;

**VU** le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

**VU** le décret du 16 mars 2022 portant nomination de Monsieur Pascal JAN, Préfet de l'Yonne ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine Normandie en vigueur ;

**VU** l'arrêté préfectoral cadre n° DDT/SEE/2021/0030 du 27 mai 2021 portant révision et approbation du plan d'action sécheresse en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département de l'Yonne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-B1-2000-0123 du 22 mars 2000 autorisant la SICAVYL à implanter et exploiter des bâtiments à usage principal d'abattoir et atelier de découpe de viandes d'animaux de boucherie (bovins, porcins, ovins, équidés, gibier) sur le territoire de la commune de MIGENNES ;

**VU** le récépissé de mutation délivré le 22 mars 2017 à Monsieur le Directeur de la société SICAREV suite à sa déclaration du 28 janvier 2017 par laquelle il a fait part de la reprise de l'établissement exploité par la société SICAVYL sur le territoire de la commune de MIGENNES ;

**VU** la fusion de la société SICAREV et de la société TRADIVAL, le 29 octobre 2021 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DDT/SEE/2022/0047 du 10 août 2022 constatant le franchissement de seuil d'alerte à alerte renforcée pour la zone de gestion ARMANÇON AVAL et instituant des mesures de limitation ou de suspension provisoire de certains usages de l'eau ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DDT/SEE/2023/0016 du 10 mars 2023 plaçant le département de l'YONNE en vigilance sécheresse et instituant des zones pouvant faire l'objet de mesures de limitation ou de suspension provisoire de certains usages de l'eau ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DDT/SEE/2023/0029 du 9 juin 2023 constatant le franchissement des seuils de vigilance et d'alerte, et instituant des mesures de limitation ou de suspension provisoire de certains usages de l'eau ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant le 23 juin 2023 ;

**VU** les observations de la part de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité en date du 30 juin 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que les crises climatiques ont entraîné la mise en place de mesures de restriction des usages de l'eau en région Bourgogne Franche-Comté ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral cadre du 27 mai 2021 susvisé impose, sans préjudice des dispositions de l'article L. 211-3 et L.512-16 du code de l'environnement, pour les installations industrielles consommant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/an d'eau, des réductions de prélèvement et/ou de consommation graduées en fonction des niveaux de restrictions d'usage de l'eau « alerte », « alerte renforcée » et « crise », sauf si les activités industrielles disposent d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse ou si l'exploitant des activités industrielles concernées est en capacité de justifier que les besoins en eau utilisés sur son site ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées ;

**CONSIDÉRANT** que le prélèvement d'eau dans le réseau public est autorisé pour une consommation maximale annuelle de 155 000 m<sup>3</sup> et un volume maximal journalier de 6 m<sup>3</sup>/tonne de carcasse par la prescription de l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2000 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que le prélèvement d'eau dans le puits présent sur le site est autorisé pour une consommation maximale annuelle de 2 500 m<sup>3</sup> par la prescription de l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2000 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement TRADIVAL de Migennes a prélevé :

- 151 756 m<sup>3</sup> d'eau en 2020 ;
- 144 623 m<sup>3</sup> d'eau en 2021 ;
- 162 854 m<sup>3</sup> d'eau en 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant doit rechercher, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement par la prescription de l'article 11.1 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2000 sus-visé ;

**CONSIDÉRANT** que le point de rejet des eaux résiduaires industrielles et eaux domestiques, après traitement sur site, se fait dans la rivière YONNE ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de concilier au mieux les usages économiques et la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement TRADIVAL doit, soit disposer d'un arrêté préfectoral complémentaire fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse soit être en capacité de justifier que les besoins en eau utilisés sur son site ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées, pour ne pas avoir à effectuer les réductions de prélèvement et/ou consommation imposées en cas de sécheresse par l'arrêté préfectoral cadre du 27 mai 2021 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que sans élément complémentaire apporté par l'exploitant, il n'est actuellement pas possible de fixer des dispositions quantitatives spécifiques, ou de garantir que les besoins en eaux ont été réduits au minimum ;

**CONSIDÉRANT** qu'un diagnostic de consommation et une étude technico-économique d'optimisation et de réduction permettront d'apporter les éléments nécessaires ;

**CONSIDÉRANT** que les activités exercées dans l'établissement de la société TRADIVAL génèrent des prélèvements significatifs d'eau dans le milieu naturel ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prévoir des mesures de restrictions des prélèvements d'eau pour les industriels en cas de situation hydrologique critique ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est ainsi nécessaire pour l'exploitant d'envisager des modalités d'exercice de son activité avec un débit restreint ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions rendant obligatoire une consultation du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

## **A R R Ê T E :**

### **Titre 1er - Portée, conditions générales**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La société TRADIVAL ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions définies au présent arrêté pour les installations qu'elle exploite sur son site de MIGENNES :

#### **Diagnostic des consommations et étude technico-économique d'optimisation et de réduction**

L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des consommations d'eau nécessaires aux processus industriels et pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...) ainsi qu'une étude technico-économique d'optimisation et de réduction de ces consommations.

Ce diagnostic et cette étude technico-économique doivent aboutir à la présentation d'un plan d'action et à son échéancier de réalisation. Ce plan présentera des actions spécifiques de réduction des prélèvements dans le réseau public. Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de déficit hydrologique dont le niveau de gravité est défini selon les seuils de surveillance : vigilance, alerte, alerte renforcée et crise.

Plus précisément, le diagnostic doit permettre de déterminer, entre autres :

- les caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau ainsi que le type d'alimentation (nappe, milieu et ouvrage de prélèvement, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des dispositifs de pompage, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ;

- le cas échéant, les caractéristiques du milieu de prélèvement (par exemple, l'état des lieux des nappes, les taux de remplissage, les prévisions etc.) ;
- les quantités d'eau indispensables aux processus industriels et au refroidissement des installations ;
- les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels et au refroidissement mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;
- les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et de refroidissement et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ;
- la possibilité d'existence de pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ;
- la possibilité de récupérer et d'avoir davantage recours à l'utilisation de l'eau de pluie selon les usages de manière à réduire les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution ;
- la possibilité de réutiliser l'eau déjà prélevée selon les usages de manière à réduire les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution ;
- toutes dispositions supplémentaires temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique ;
- en cas de rejets directs dans le milieu naturel, toutes limitations possibles des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, notamment des baisses de débit du milieu récepteur. Le cas échéant, toutes dispositions nécessaires au maintien du bon état écologique et chimique du milieu en prenant en compte la compatibilité des rejets avec ledit milieu récepteur ;
- en cas de rejets directs dans le milieu naturel, les rejets minimaux qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimal du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités, dans le respect des exigences de qualité applicables à ce cours d'eau ;

L'analyse à effectuer doit permettre la mise en place :

- d'actions de sobriété et d'économie d'eau, notamment par :
  - suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise,
  - recyclage plus poussé de l'eau,
  - réutilisation de l'eau d'une activité pour une autre activité,
  - utilisation accrue de l'eau de pluie,
  - modification de certains modes opératoires,
  - réduction des activités ;

- des limitations voire des suppressions de rejets aqueux dans le milieu des eaux industrielles, notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents ou lagunage avant traitement par une société spécialisée ;
- de modalités de fonctionnement en cas de sécheresse sévère ;
- d'un plan de formation et de sensibilisation du personnel relatif à la mise en place de ces actions ;
- d'un bilan des volumes consommés, et donc économisés, sur l'année et en période estivale par rapport aux années antérieures ;

Dans cette analyse doivent être distinguées les actions pérennes qui permettent de limiter en toute période les consommations d'eaux de toute nature et les rejets aqueux dans le milieu d'eaux industrielles (hors refroidissement) des actions à mettre en place en cas de déficit hydrologique en fonction des seuils de surveillance : vigilance, alerte, alerte renforcée, crise.

Les actions à mener dans le cas où la situation hydrologique serait telle que le prélèvement dans le milieu ou le réseau d'alimentation en eau potable serait interdit.

Les actions de gestion des prélèvements et des effluents sont proposées avec un échéancier et une évaluation technico-économique.

Le diagnostic de consommation et l'étude de réduction sont réalisés avant le 31 mars 2024 et transmis à l'inspection des installations classées.

Le diagnostic conclura sur une présentation technico-économique des actions à mettre en œuvre pour réduire les prélèvements et protéger le milieu aquatique en distinguant les actions pérennes des actions de crise.

Chaque action présentera un gain chiffré pour le milieu aquatique (m<sup>3</sup> économisé, flux de polluants...). Si des investissements sont nécessaires, un échéancier précisera les engagements de l'entreprise pour leur mise en œuvre.

Chaque année, l'inspection des installations classées appréciera, en fonction des enjeux locaux et des modifications apportées aux installations, la nécessité d'actualiser le diagnostic de consommation ainsi que l'étude de réduction.

## **Titre 2 – Modalités d'exécution, voies de recours**

### **ARTICLE 2.1 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 2.2 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Dijon :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **ARTICLE 3 - PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#).

Le présent arrêté est notifié à la Société TRADIVAL.

### **ARTICLE 4 – EXÉCUTION**

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- Monsieur le Directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,
- Monsieur le Maire de MIGENNES,
- Madame la Directrice départementale des territoires de l'Yonne,
- Madame la Responsable de l'Unité territoriale Santé Environnement de l'Yonne de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté,
- Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Yonne,
- Madame la Directrice territoriale Seine-Amont de l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

Fait à Auxerre, le **12 JUL. 2023**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-préfète,  
Secrétaire générale,



Pauline GIRARDOT